

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Châteauroux, le 01/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GMC - Galvanoplastie Moderne du Centre

Route de Tours
ZI
36500 Buzançais

Code AIOT : 0010000547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement GMC - Galvanoplastie Moderne du Centre implanté Route de Tours ZI 36500 Buzançais. L'inspection a été annoncée le 16/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GMC - Galvanoplastie Moderne du Centre
- Route de Tours ZI 36500 Buzançais
- Code AIOT : 0010000547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

GMC est une installation de traitement de surface.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la précédente visite
- Prévention du risque incendie
- Prévention de la pollution atmosphérique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite de la précédente visite	AP de Mise en Demeure du 11/02/2019, article 2	Sans objet
4	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.5.2.71.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.5.2.5	Sans objet
3	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.5.2.9	Sans objet
5	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.5.6	Sans objet
6	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.5.3.2.4	Sans objet
7	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.2.3.3	Sans objet
8	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette visite figurent dans les tableaux ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la précédente visite

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/02/2019, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : La société GMC est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2005, en mettant en place une détection incendie au niveau des installations de traitement de surface.
Constats : Tous les moteurs du système de ventilation ne sont pas encore raccordés à une détection permettant leur arrêt en cas d'augmentation de la température.
Observations : Dans un courrier à la Préfecture de l'Indre daté du 24 février 2022, l'exploitant a demandé la modification de l'article 4.1.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 mars 2005 concernant la mise en place d'une détection incendie au niveau des installations de traitement de surface. Cette demande est accompagnée de deux attestations de société spécialisées mentionnant que compte tenu des caractéristiques des installations de traitement, elles ne pouvaient fournir et garantir la viabilité et la fiabilité d'un tel équipement. Par courrier du 25 avril 2022 l'exploitant a complété sa demande auprès de la Préfecture en proposant des mesures compensatoires à la mise en place de la détection incendie. Le préfet a pris acte de ces mesures compensatoires par courrier du 5 mai 2023, ce qui a permis de répondre à l'arrêté de mise en demeure du 11 février 2019.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.5.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Suite à la vérification des installations électriques pour l'année 2023 le Q18 délivré le 11 octobre 2023 indique que ces dernières ne présentent pas de risque d'explosion ou d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.5.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : C'est actuellement l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 qui s'applique de plein droit à l'installation. L'analyse du risque foudre de l'établissement ne préconise pas la mise en place de dispositif de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.5.2.7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs adaptés aux risques et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
Constats : Les extincteurs ne sont pas correctement repérés.
Observations : Les 73 extincteurs du site ont été vérifiés le 20 décembre 2022. Le jour de la visite l'inspection n'a pas constaté d'extincteur difficilement accessible. Certains extincteurs ne sont correctement repérés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation [...] sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : 12 personnes de l'établissement ont suivi une formation au maniement des extincteurs le 26 janvier 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.5.3.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le jour de la visite l'inspection a constaté la présence de consignes de sécurité affichées dans plusieurs lieux de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2005, article 3.2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des installations de traitement
Prescription contrôlée : L'exploitant prévoit pour les paramètres figurant dans les tableaux ci-dessous la réalisation de mesures selon les fréquences indiquées. Prélèvements et analyses effectués par un laboratoire agréé ou accrédité / Périodicité de la mesure : annuelle
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les rejets atmosphériques de l'établissement sont analysés par un laboratoire agréé tous les ans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2007, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des installations de traitement
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2005-E-702 du 14 mars 2005, relatives aux valeurs limites d'émission associées aux rejets atmosphériques de l'établissement, sont complétées par : cf tableaux de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-12-0072 du 7 décembre 2007.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les analyses effectuées sur les rejets atmosphériques pour l'année 2023 montrent le respect des valeurs limites d'émission pour tous les paramètres de l'article 3;2;3;2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2005-E-702 du 14 mars 2005 complété par l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-12-0072 du 7 décembre 2007.
Type de suites proposées : Sans suite

